

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3676

[2003/200961]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de ambtenaren gemachtigd voor de toepassing van de artikelen 17, § 2, vierde lid, en 52, § 2, eerste lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium**

Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 3, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In boek IV, titel I, hoofdstuk II, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt artikel 259/1 vervangen als volgt :

« Art. 259/3. De gemachtigde ambtenaren bedoeld in artikel 17, § 2, vierde lid, en in artikel 52, § 2, eerste lid, zijn respectievelijk de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of de inspecteur-generaal belast met ruimtelijke ordening en de gemachtigde ambtenaar van de buitendienst van bovenbedoeld Directoraat-generaal.

Overeenkomstig artikel 17, § 2, vierde lid, beslist de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of de inspecteur-generaal belast met ruimtelijke ordening evenwel na advies van de gemachtigde ambtenaar van betrokken buitendirectie. »

**Art. 2.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3677

[2003/200950]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités d'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration ou la révision totale d'un programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé et pour l'élaboration ou la révision totale concomitante d'un schéma de structure communal et d'un programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 12, 1° modifié par le décret du 18 juillet 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2003;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 24 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le livre IV, titre I<sup>er</sup>, chapitre I<sup>er</sup>ter, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, la section VI intitulée « Dispositions finales » en devient la section VIII et l'article 255/19 en devient l'article 255/27.

**Art. 2.** Dans le livre IV, titre I<sup>er</sup>, chapitre I<sup>er</sup>ter du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, la section VI est remplacée par le texte suivant :

« Section VI. — De l'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé

Art. 255/19. L'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'auteur de projet chargé de l'élaboration du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé, agréé conformément à l'article 282, § 2, est désigné par le conseil communal;

2° la demande de subvention pour une révision totale est introduite au plus tôt dix ans après l'entrée en vigueur du programme communal ou de sa révision totale précédente.

Art. 255/20. Le dossier de demande de subvention, adressé au Ministre de l'Aménagement du Territoire, est déposé par le collège des bourgmestre et échevins auprès de la direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine.

Il contient :

- 1° une copie de la délibération du conseil communal décidant l'élaboration ou la révision totale du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé;
- 2° une copie de la délibération du conseil communal désignant l'auteur de projet;
- 3° un document contenant :
  - a) les phases d'élaboration des documents et les délais y afférents;
  - b) le cas échéant, copie de la convention résultant de l'attribution du marché conclue entre la commune et l'auteur de projet;
  - c) sur la base d'un justificatif, soit le montant des honoraires de l'auteur de projet, soit le détail de la charge du personnel communal.

Art. 255/21. Dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire à concurrence de soixante pour cent des honoraires ou de la charge du personnel communal visé à l'article 255/20, 3°, c, et d'un maximum de vingt cinq mille euros.

Art. 255/22. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

- 1° trente pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre de l'Aménagement du Territoire;
- 2° septante pour cent de la subvention dès l'approbation par le Gouvernement du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé et sur production d'un rapport final et des pièces justifiant les dépenses engagées par la commune et approuvées par le Ministre de l'Aménagement du Territoire. »

**Art. 3.** Dans le livre IV, titre I<sup>er</sup>, chapitre I<sup>er</sup>ter du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré une section VII, rédigée comme suit :

« Section VII. — De l'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale concomitante d'un schéma de structure communal et d'un programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé

Art. 255/23. L'octroi de la subvention pour l'élaboration ou la révision totale concomitante d'un schéma de structure communal et d'un programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° une commission communale est instituée dans la commune conformément à l'article 7;
- 2° la commune élabore ou révisé de manière concomitante le schéma de structure communal et le programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé;
- 3° l'auteur de projet chargé de l'élaboration ou de la révision concomitante du schéma de structure communal et du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé, agréé conformément à l'article 282, § 2, est désigné par le conseil communal;
- 4° la demande de subvention pour une révision totale des documents est introduite au plus tôt dix ans après l'entrée en vigueur du schéma de structure communal et du programme communal ou de leur révision totale concomitante précédente.

Art. 255/24. Le dossier de demande de subvention, adressé au Ministre de l'Aménagement du Territoire, est déposé par le collège des bourgmestre et échevins auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine.

Il contient :

- 1° une copie de la délibération du conseil communal décidant l'élaboration ou la révision totale concomitante du schéma de structure communal et du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé;
- 2° une copie de la délibération du conseil communal désignant l'auteur de projet;
- 3° un document contenant :
  - a) les phases d'élaboration des documents et les délais y afférents;
  - b) le cas échéant, copie de la convention résultant de l'attribution du marché conclue entre la commune et l'auteur de projet;
  - c) sur la base d'un justificatif, soit le montant des honoraires de l'auteur de projet, soit le détail de la charge du personnel communal.

Art. 255/25. Dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire à concurrence de soixante pour cent des honoraires ou de la charge du personnel communal visé à l'article 255/24, 3°, c), et d'un maximum de cent vingt cinq mille euros.

Art. 255/26. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

- 1° trente pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre de l'Aménagement du Territoire;
- 2° septante pour cent de la subvention dès l'entrée en vigueur du schéma de structure communal et du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé, et sur production d'un rapport final et des pièces justifiant les dépenses engagées par la commune et approuvées par le Ministre de l'Aménagement du Territoire. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3677

[2003/200950]

**17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Modalitäten für die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Aufstellung oder die Gesamtrevision eines gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete und für die gleichzeitige Aufstellung bzw. Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas und eines gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 12, 1°, abgeändert durch das Dekret vom 18. Juli 2002;

Aufgrund des am 8. Januar 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Januar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 27. Februar 2003;

Aufgrund des am 24. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Buch IV, Titel I, Kapitel Iter des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Abschnitt VI mit dem Titel «Schlussbestimmungen» zum Abschnitt VIII und wird der Artikel 255/19 zum Artikel 255/27.

**Art. 2** - In Buch IV, Titel I, Kapitel Iter des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird Abschnitt VI durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Abschnitt VI - Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision eines gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete

Art. 255/19 - Die Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision eines gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° der Projektautor, der mit der Aufstellung des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete beauftragt und in Anwendung von Artikel 282, § 2 zugelassen wird, wird durch den Gemeinderat bezeichnet;

2° der Zuschussantrag für eine Gesamtrevision wird frühestens zehn Jahre nach dem Inkrafttreten des gemeindlichen Programms oder dessen letzter Gesamtrevision eingereicht.

Art. 255/20 - Die Akte bezüglich des Zuschussantrags wird an den Minister der Raumordnung gerichtet und durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes vorgelegt.

Sie enthält:

1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Aufstellung bzw. Gesamtrevision des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete;

2° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Bezeichnung des Projektautors;

3° ein Dokument mit folgendem Inhalt:

a) die Aufstellungsphasen der Unterlagen und die damit verbundenen Fristen;

b) ggf. eine Abschrift der infolge der Vergabe des Auftrags zwischen der Gemeinde und dem Projektautor abgeschlossenen Vereinbarung;

c) entweder die Höhe der Honorare des Projektautors oder die ausführliche Angabe des Personalaufwandes der Gemeinde, aufgrund eines Belegstücks;

Art. 255/21 - Innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel wird der Betrag des Zuschusses vom Minister der Raumordnung in Höhe von 60% der Honorare oder des Personalaufwandes der Gemeinde im Sinne von Artikel 255/20, 3°, c, und mit einem Höchstbetrag von fünfundzwanzigtausend Euro gewährt.

Art. 255/22 - Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

1° dreißig Prozent des Zuschusses am Tag, an dem der Minister der Raumordnung die Akte des Zuschussantrags genehmigt;

2° siebenzig Prozent des Zuschusses, sobald die Regierung das gemeindliche Programm zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete genehmigt, und gegen Vorlage von einem Schlussbericht und von Belegen zur Begründung der von der Gemeinde getätigten und vom Minister der Raumordnung genehmigten Ausgaben.»

**Art. 3** - In Buch IV, Titel I, Kapitel Iter des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Abschnitt VII mit dem folgenden Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt VII - Gewährung eines Zuschusses für die gleichzeitige Aufstellung bzw. Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas und eines gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete

Art. 255/23 - Die Gewährung eines Zuschusses für die gleichzeitige Aufstellung bzw. Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas und eines gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° es wird gemäß Artikel 7 ein Kommunalausschuss in der Gemeinde gegründet;

2° die Gemeinde muss die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision des kommunalen Strukturschemas und des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete gleichzeitig vornehmen;

3° der Projektautor, der mit der gleichzeitigen Aufstellung oder Revision des kommunalen Strukturschemas und des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete beauftragt und in Anwendung von Artikel 282, § 2 zugelassen wird, wird durch den Gemeinderat bezeichnet;

4° der Zuschussantrag für eine Gesamtrevision der Unterlagen wird frühestens zehn Jahre nach dem Inkrafttreten des kommunalen Strukturschemas und des gemeindlichen Programms oder deren letzter Gesamtrevision eingereicht.

Art. 255/24 - Die Akte bezüglich des Zuschussantrags wird an den Minister der Raumordnung gerichtet und durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes vorgelegt.

Sie enthält:

1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur gleichzeitigen Aufstellung bzw. Gesamtrevision des kommunalen Strukturschemas und des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete;

2° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Bezeichnung des Projektautors;

3° ein Dokument mit folgendem Inhalt:

a) die Aufstellungsphasen der Unterlagen und die damit verbundenen Fristen;

b) ggf. eine Abschrift der infolge der Vergabe des Auftrags zwischen der Gemeinde und dem Projektautor abgeschlossenen Vereinbarung;

c) entweder die Höhe der Honorare des Projektautors oder die ausführliche Angabe des Personalaufwandes der Gemeinde, aufgrund eines Belegstücks;

Art. 255/25 - Innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel wird der Betrag des Zuschusses vom Minister der Raumordnung in Höhe von 60% der Honorare oder des Personalaufwandes des Gemeindepersonals im Sinne von Artikel 255/24, 3°, c), und mit einem Höchstbetrag von hundertfünfundzwanzigtausend Euro gewährt.

Art. 255/26 - Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

1° dreißig Prozent des Zuschusses am Tag, an dem der Minister der Raumordnung die Akte des Zuschussantrags genehmigt;

2° siebzig Prozent des Zuschusses beim Inkrafttreten des kommunalen Strukturschemas und des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete und gegen Vorlage von einem Schlussbericht und von Belegen zur Begründung der von der Gemeinde getätigten und vom Minister der Raumordnung genehmigten Ausgaben.»

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2002 in Kraft.

**Art. 5** - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3677

[2003/200950]

**17 JULI 2003.** — **Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan gemeenten voor het opmaken of de volledige herziening van een gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat en voor het opmaken of de begeleidende volledige herziening van een gemeentelijk structuurplan en van een gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat**

De Waalse Regering,

Gelet op het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium), inzonderheid op artikel 12, 1°, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 januari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 januari 2003;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In boek IV, titel I, hoofdstuk *I*ter, van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine », wordt afdeling VI, « Slotbepalingen » genoemd, gewijzigd in afdeling VIII en wordt artikel 255/19 gewijzigd in artikel 255/27.

**Art. 2.** In boek IV, titel I, hoofdstuk *I*ter, van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine », wordt afdeling VI gewijzigd als volgt :

« Afdeling VI. — Toekenning van een toelage voor het opmaken of de volledige herziening van een gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat

Art. 255/19. De toekenning van een toelage voor het opmaken of de volledige herziening van een gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1° de ontwerper belast met het opmaken van het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, erkend overeenkomstig artikel 282, § 2, wordt aangewezen door de gemeenteraad;

2° de aanvraag om toelage voor een volledige herziening wordt ingediend op z'n vroegst tien jaar na de inwerkingtreding van het gemeenteprogramma of van zijn vorige volledige herziening.

Art. 255/20. Het dossier voor de aanvraag om een toelage, toegestuurd aan de Minister van Ruimtelijke Ordening, wordt ingediend door het college van burgemeester en schepenen bij het Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Het bevat :

1° een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij wordt beslist het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat op te maken of volledig te herzien;

2° een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de ontwerper wordt aangewezen;

3° een document met :

a) de fasen voor het opmaken van de stukken en de desbetreffende termijnen;

b) in voorkomend geval, een kopie van de tussen de gemeente en de ontwerper aangegane overeenkomst voortvloeiend uit de gunning van de opdracht;

c) op grond van een bewijsstuk, hetzij het bedrag van de erelonen van de opdrachtgever, hetzij de opsomming van de loonlasten van het gemeentepersoneel.

Art. 255/21. Binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de toelage toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening ten belope van 60 % van de erelonen of van de loonlasten van het in artikel 255/20, 3°, c, bedoelde gemeentepersoneel en ten belope van maximum 25.000 euro.

Art. 255/22. De toelage wordt vereffend als volgt :

1° 30 % van de toelage bij de goedkeuring door de Minister van Ruimtelijke Ordening van het dossier voor de aanvraag om een toelage;

2° 70 % van de toelage bij de goedkeuring door de Minister van het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat en tegen overlegging van een eindverslag en van de bewijsstukken betreffende de door de gemeente vastgelegde uitgaven die door de Minister van Ruimtelijke Ordening goedgekeurd zijn. »

**Art. 3.** In boek IV, titel I, hoofdstuk *I*ter van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine », wordt een afdeling VII ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling VII. — Toekenning van een toelage voor het opmaken of de begeleidende volledige herziening van een gemeentelijk structuurplan en van een gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat

Art. 255/23. De toekenning van de toelage voor het opmaken of de begeleidende volledige herziening van een gemeentelijk structuurplan en van een gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1° een gemeentelijke commissie wordt ingesteld overeenkomstig artikel 7;

2° de gemeente gaat over tot het opmaken of de begeleidende herziening van het gemeentelijke structuurplan en van het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat;

3° de ontwerper belast met het opmaken of de begeleidende herziening van het gemeentelijke structuurplan en van het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, erkend overeenkomstig artikel 282, § 2, wordt aangewezen door de gemeenteraad;

4° de aanvraag om toelage voor een volledige herziening van de documenten wordt ingediend op z'n vroegst tien jaar na de inwerkingtreding van het gemeentelijke structuurplan en van het gemeenteprogramma of na hun vorige volledige herziening.

Art. 255/24. Het dossier voor de aanvraag om een toelage, toegestuurd aan de Minister van Ruimtelijke Ordening, wordt ingediend door het college van burgemeester en schepenen bij het Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Het bevat :

- 1° een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij wordt beslist het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat op te maken of volledig te herzien;
- 2° een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de ontwerper wordt aangewezen;
- 3° een document met :
  - a) de fasen voor het opmaken van de stukken en de desbetreffende termijnen;
  - b) in voorkomend geval, een kopie van de tussen de gemeente en de ontwerper aangegane overeenkomst voortvloeiend uit de gunning van de opdracht;
  - c) op grond van een bewijsstuk, hetzij het bedrag van de erelonen van de opdrachtgever, hetzij de opsomming van de loonlasten van het gemeentepersoneel.

Art. 255/25. Binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de toelage toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening ten belope van 60 % van de erelonen of van de loonlasten van het in artikel 255/24, 3°, c, bedoelde gemeentepersoneel en ten belope van maximum 25.000 euro.

Art. 255/26. De toelage wordt vereffend als volgt :

1° 30 % van de toelage bij de goedkeuring door de Minister van Ruimtelijke Ordening van het dossier voor de aanvraag om een toelage;

2° 70 % van de toelage bij de goedkeuring door de Minister van het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat en tegen overlegging van een eindverslag en van de bewijsstukken betreffende de door de gemeente vastgelegde uitgaven die door de Minister van Ruimtelijke Ordening goedgekeurd zijn. »

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2002.

**Art. 5.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

---

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3678

[2003/200949]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et arrêtant la forme de ces certificats**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 139, remplacé par le décret du 18 juillet 2002;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Communes, Villes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 18 février 2003;

Vu l'avis du Conseil national de l'Ordre des architectes donné le 21 février 2003;

Vu l'avis de la Fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils, et d'ingénieurs agronomes, donné le 6 février 2003;

Vu l'avis de l'Union des professions immobilières de Belgique donné le 15 février 2003;

Vu l'avis de la Chambre des urbanistes de Belgique donné le 13 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le titre Ier du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre XXV rédigé comme suit :

« Chapitre XXV. — Des conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et de la forme de ces certificats.

Art. 452/43. Pour chaque service extérieur de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, le Ministre agréé un ou plusieurs fonctionnaires ou agents en tant que certificateur régional. Le fonctionnaire ou l'agent ainsi agréé ne peut ni constater ou poursuivre les infractions au présent Code, ni participer à l'instruction des demandes de permis de régularisation, introduites sur la base d'un certificat de conformité délivré par lui.